

7.2 Consommation et épargne des ménages

En 2021, la **dépense de consommation finale des ménages** rebondit de 5,2 % en volume, après une chute historique de 6,7 % en 2020 ► **figure 1**. La **consommation finale effective des ménages**, incluant les dépenses individualisables financées par la collectivité, augmente de 6,0 % en volume, après une baisse de 6,5 % en 2020, mais elle reste en moyenne sur l'année en deçà de sa tendance d'avant-crise. La forte hausse des dépenses des administrations publiques en 2021 (+ 8,4 %, après - 5,7 % en 2020), qui comprend notamment les tests et les vaccins contre la Covid-19, y contribue.

Après cinq années consécutives de baisse, la part des **dépenses pré-engagées** dans le **revenu disponible brut** augmente légèrement (28,6 %, après 28,5 % en 2020), mais reste en deçà de son niveau d'avant crise sanitaire (28,8 % en 2019) ► **figure 2**. En 2021, les dépenses liées au logement, qui constituent plus des trois quarts des dépenses pré-engagées, progressent de 2,5 % en volume (après + 0,2 % en 2020). Les loyers (réels et **imputés**), qui représentent 19,9 % de la dépense de consommation finale et 56,4 % des dépenses pré-engagées, augmentent de 1,5 % (après + 1,0 % en 2020). Les dépenses en entretien et réparation du logement rebondissent (+ 12,2 % après - 7,5 %). Les dépenses en électricité, gaz et autres combustibles augmentent (+ 3,9 % après - 0,3 %) dans un contexte de fort dynamisme des prix de l'énergie, et plus particulièrement du gaz. La hausse de la consommation d'énergie en 2021 est poussée par des températures plus fraîches en moyenne qu'en 2020.

En 2021, la dépense des ménages en santé progresse nettement (+ 17,5 % en volume après - 6,5 %) dopée par la reprise de l'activité de soins, la réforme de la prise en charge des soins dans les domaines de l'optique, de l'audiologie et dentaires, dite « 100 % santé », et des dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 toujours élevées (masques et tests notamment). À la faveur de la réouverture des établissements et dans un contexte de mise en place du « passe sanitaire », les dépenses en hôtellerie et restauration affichent un très fort rebond (+ 15,2 % après - 34,0 %), mais restent très affectées en moyenne sur l'année. C'est le cas également des dépenses en transports (+ 11,3 % après - 20,6 %), en habillement et chaussures (+ 9,5 % après - 17,0 %) ou en loisirs et culture (+ 7,4 % après - 11,6 %). À l'inverse, avec le retour de la consommation hors du domicile, les dépenses en alimentation et boissons non alcoolisées reculent (- 1,1 % après + 4,3 %).

La dépense de consommation finale des ménages rebondit à la faveur d'une hausse du pouvoir d'achat des ménages de 2,3 % (après + 0,2 % en 2020). En 2021, le revenu disponible brut des ménages progresse de 4,0 % (après + 1,1 % en 2020) et le prix de la dépense de consommation finale croît de 1,6 % (après + 0,9 % en 2020), du fait principalement du rebond des prix de l'énergie. Ainsi, après avoir atteint un pic à 20,9 % en 2020, le **taux d'épargne** des ménages baisse de 2,3 points pour s'établir à 18,7 % du revenu disponible brut en 2021 ► **figure 3**. Il reste néanmoins à un niveau nettement plus élevé qu'avant-crise (15,1 % en 2019). ●

► Définitions

La **dépense de consommation finale des ménages** comprend les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins.

La **consommation finale effective des ménages** inclut tous les biens et les services acquis par les ménages, qu'ils aient fait l'objet d'une dépense directe des ménages ou été financés par la collectivité (par exemple, dépenses remboursées par la Sécurité sociale ou allocation logement).

Le **revenu disponible brut** des ménages est le revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il correspond donc aux revenus primaires (revenus d'activité et revenus de la propriété) majorés des prestations sociales en espèces et diminués des cotisations et des impôts versés.

Le **taux d'épargne** mesure la part du revenu disponible brut qui n'est pas utilisée par les ménages en dépense de consommation finale. Il est égal au rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

Dépenses pré-engagées, loyers imputés : voir *Glossaire*.

► Pour en savoir plus

- « En 2021, la consommation des ménages rebondit mais reste en deçà de sa tendance d'avant-crise », *Insee Première* n° 1908, juin 2022.
- « Les comptes de la Nation en 2021 - Fort rebond de l'activité et hausse du pouvoir d'achat des ménages », *Insee Première* n° 1904, mai 2022.

► 1. Évolution de la consommation finale des ménages par fonction

en %

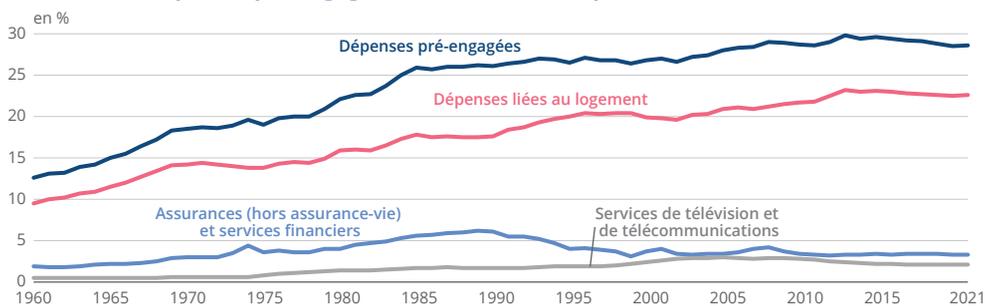
	Variation en volume au prix de l'année précédente						Coefficient budgétaire ¹
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021
Alimentation et boissons non alcoolisées	1,1	0,4	-0,4	-0,3	4,3	-1,1	14,0
Boissons alcoolisées et tabac	0,0	-0,2	-2,6	-3,3	1,3	-1,6	4,2
Articles d'habillement et chaussures	-0,5	1,3	-2,4	0,5	-17,0	9,5	3,2
Logement, chauffage, éclairage, dont :	1,4	0,7	1,4	1,9	0,2	2,5	27,8
<i>loyers (imputés et réels)</i>	1,2	1,3	1,9	2,6	1,0	1,5	19,9
<i>entretien et réparation des logements</i>	0,6	0,9	0,9	1,2	-7,5	12,2	1,7
Équipement du logement	2,2	2,3	0,5	2,1	-0,8	5,5	4,9
Santé (dépenses à la charge des ménages)	2,0	0,6	1,0	1,3	-6,5	17,5	4,3
Transports	4,0	3,7	2,1	1,6	-20,6	11,3	12,8
Communications	0,0	2,8	3,6	4,0	1,9	3,5	2,5
Loisirs et culture	1,6	1,9	1,4	2,6	-11,6	7,4	7,7
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	1,0	8,1	-1,1	3,1	-8,2	3,3	0,5
Hôtels, cafés et restaurants	2,0	4,2	4,0	4,5	-34,0	15,2	6,0
Autres biens et services	-0,4	2,7	1,3	0,8	-5,3	5,7	12,7
Dépense de consommation finale des ménages	1,8	1,5	1,0	1,8	-6,7	5,2	100,0
Dépense de consommation financée par la collectivité	1,4	1,9	1,5	0,7	0,7	-5,8	///
ISBLSM ²	1,6	1,6	0,2	1,3	-6,5	5,9	///
Administrations publiques ³ , dont :	1,9	1,5	0,7	0,6	-5,7	8,4	///
<i>santé</i>	3,9	2,9	1,9	1,4	-2,9	12,2	///
<i>éducation</i>	0,9	0,3	0,6	0,0	-6,2	5,2	///
Consommation finale effective des ménages	1,8	1,5	0,9	1,5	-6,5	6,0	///

/// : absence de résultat due à la nature des choses.

- Part de la dépense consacrée à un bien ou un service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) dans la dépense de consommation finale des ménages. Pour que la somme des coefficients budgétaires soit égale à 100, il faut y ajouter le poids de la correction territoriale (différence entre les achats à l'étranger des résidents et les achats en France des non-résidents), soit -0,7 %.
- Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages (organisations caritatives, clubs sportifs, etc.).
- Dépenses des administrations publiques en biens et services individualisables.

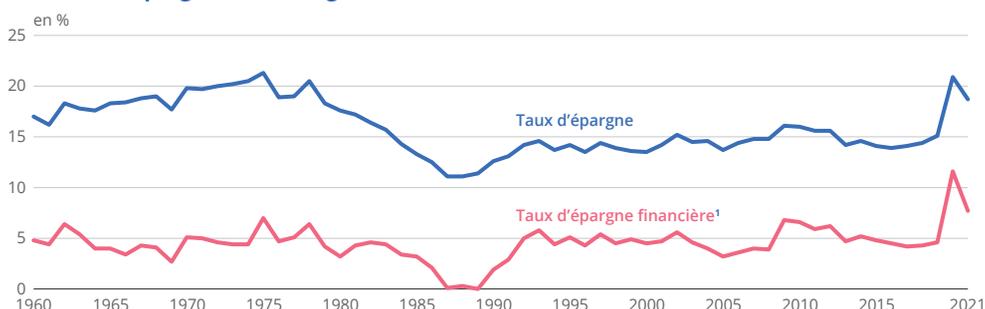
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

► 2. Part des dépenses pré-engagées dans le revenu disponible brut



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

► 3. Taux d'épargne des ménages



- L'épargne des ménages peut être utilisée pour l'investissement, pour des placements financiers ou pour des remboursements d'emprunt. La capacité de financement des ménages correspond au solde de l'épargne et de l'investissement. Le taux d'épargne financière est le rapport de la capacité de financement au revenu disponible.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.